

La bataille est engagée



Le 18 octobre, les salariés de la SNCF, de RATP ou d'EDF et GDF manifestaient massivement pour défendre leurs régimes spéciaux de retraite. Ils remettent ça le 14 novembre.

Alors que le gouvernement n'entend pas négocier le cadre général de la réforme des régimes spéciaux, il apparaît de plus en plus évident que c'est la retraite de tous qu'il entend viser. Du coup, la CGT alerte l'ensemble des salariés sur les menaces à venir et les solutions à même de garantir l'équilibre à long terme de nos régimes de retraite. ► Par Jean-François Jousset

LE MINISTRE DU TRAVAIL A BEAU RÉPÉTER qu'il est ouvert aux discussions, le gouvernement n'a pas changé d'un iota ses positions. Il n'est aucunement question de revoir le cadre général de la réforme des régimes spéciaux de retraite. Ni le niveau des pensions, ni les bonifications ne feront l'objet de la moindre concertation d'ensemble. Toutes les discussions sont renvoyées au niveau des entrepri-

ses. Décidément, le gouvernement a un problème d'oreille. Ni les interventions répétées des organisations syndicales, ni surtout la mobilisation massive du 18 octobre dernier qui a vu une proportion rarement atteinte de salariés cesser le travail – plus de 75 % à la SNCF, plus de 70 % à la RATP et près de 80 % dans les industries électriques et gazières – ne l'ont jusqu'ici convaincu de revoir sa copie.

Résultat, les salariés des entreprises publiques remettront ça le 14 novembre. Et peut-être bien les jours suivants, puisque les fédérations de cheminots, par exemple, ont déposé un préavis de grève pour une durée indéterminée, reconductible par 24 heures, à partir du 13 novembre 20 heures. L'intransigeance du gouvernement procède évidemment d'un calcul : tâcher d'isoler les salariés des entreprises publiques complaisamment présentés comme des privilégiés et les derniers des Mohicans. C'est donc au nom de l'équité que le gouvernement engage la réforme autour d'un principe unique : l'allongement de la durée de cotisation... Malheureusement le bilan de la réforme Fillon montre avec évidence que la mesure ne règle

